
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N°. CVII.

Du mercredi 14 Octobre 1789.

DEPUIS plus d'un siècle, nos rois renfermés dans le fond d'un palais, ne pouvoient entendre ni les plaintes des malheureux, ni les bénédictions de leurs sujets. Entourés de flatteurs & de courtisans, ils ne jouissoient pas des bienfaits de leurs règnes; ils n'entendoient pas leur renommée: tout est changé, le monarque est au milieu de son peuple, & ce peuple se croit heureux. Tandis que la capitale annonçoit cet événement à toutes les provinces de l'empire, ses députés sont venus exprimer, samedi dernier, séance du soir, leur joie à l'assemblée nationale, en l'assurant de la liberté de ses délibérations, & du desir qu'ils ont de la voir bientôt transférée dans ses murs. Nous croyons servir la chose publique en consignant ici l'adresse de la commune de Paris & sa délibération.

M E S S I E U R S,

» L'assemblée générale des représentans de la commune
de Paris, croiroit manquer à ses devoirs les plus sacrés,

Tome III.

D d

si dans les premiers momens du calme qui renaît, elle ne s'empressoit pas de vous exprimer ses sentimens sur les mémorables événemens que les jours passés ont vu se succéder avec tant de rapidité ; elle croiroit y manquer encore, si dans la joie que lui cause la résolution du roi, de se fixer dans la capitale, elle ne s'empressoit pas de la partager avec vous, & de vous témoigner la vive satisfaction que fait naître sur son ame le décret qui vous porte à suivre sa majesté.

« L'orage est loin de nous ; cet orage qui menaçoit la France entière ; il a paru comme un éclair & s'est évanoui de même ; grâces en soient rendues au ciel dont la main bienfaisante nous a si visiblement protégé, à vous, Messieurs, dont les sages décrets ont apaisé les cris d'un peuple égaré, à la bonté du roi qui a daigné condescendre à toutes ses demandes, & remplir tous les vœux ; enfin, à l'activité des troupes nationales parisiennes, & de leur sage commandant, pour rétablir la tranquillité & sauver les victimes dont la mort étoit jurée.

« Tout paroît rentré dans l'ordre ; jettons un voile sur les événemens, sur les manœuvres affreuses qui les avoient préparés. Ne voyons que le bien qui en découle ; jouissons-en sans diminuer nos jouissances par l'amertume des regrets.

« Le prince a comblé nos vœux, & nous sentons déjà le bienfait de sa présence. L'abondance a reparu parmi nous ; la paix l'accompagne ; hâtez-vous, nous vous en conjurons, hâtez-vous de vous réunir à ce roi citoyen, dont vous vous êtes déclarés inséparables, & vous complerez nos espérances ! avec quelle ivresse les Parisiens ne contempleront-ils pas l'assemblée qui balance les destinées de la France !

Eh ! quels avantages ne résultera pas de votre présence ! Par elle la nation se convaincra que l'harmonie la plus par-

faite règne entre ses représentans & le roi ; elle se convaincra que la même harmonie subsiste entre le prince & sa bonne ville de Paris ; qu'il ne l'a choisie pour son séjour , que parce qu'elle lui présente une plus nombreuse portion de ses enfans ; par-là , se détruiront ces bruits affreux que les ennemis du bien public répandent dans les provinces , & avec lesquels ils cherchent à exciter , à justifier de nouveaux désordres.

« Votre présence encore affermira le calme dans cette capitale , elle y prévendra le retour des insurrections ah ! n'en accusez pas la foule des bons citoyens de Paris. Quels François sont plus qu'eux pénétrés de respect pour cette assemblée ? Quels François regrettent plus la violation faite au sanctuaire de la législation ? Vous ministres des autels , que la sainteté de votre caractère rendoit inviolables , oubliez un moment de délire , il ne reviendra plus : il n'est aucun de nous qui , pénétré de respect pour la religion dont vous êtes les organes , il n'en est aucun qui ne soit prêt à verser son sang pour assurer votre tranquillité & l'indépendance des délibérations de l'assemblée.

» Elles seront libres , n'en doutez pas , nosseigneurs ; croyez-en les précautions dont la commune de Paris s'empressera de vous environner ; croyez-en nos efforts , notre intérêt , pour écarter de nous les dangers ; croyez-en cette armée redoutable de citoyens , autorisés par la loi à déployer toutes leurs forces contre les perturbateurs ; croyez-en le nouveau serment par lequel tous ces soldats citoyens s'engagent en ce moment à assurer l'inviolabilité de vos personnes & la liberté de vos délibérations ; & toutes ces précautions ne deviendront-elles pas inutiles , quand on contemple l'opinion publique qui vous environne & vous défend mieux que toutes les armes ?

quand on considère ce peuple, qui, jouissant de tout ce qu'il a demandé, n'aura que des bénédictions à vous donner. Il n'est pas, ce peuple, tel qu'on le peint; toujours prêt à déchirer, même ses bienfaiteurs. Le peuple est bon, il est juste; mais il a souffert; mais il n'est pas instruit; mais ils est égaré; vos décrets ont allégé déjà ses souffrances; vos lumières l'éclaireront, votre vigilance écartera ces moteurs secrets qui cherchoient à l'enflammer: ils disparaîtront d'ailleurs à l'aspect de l'administration active & concentrée qui s'organise maintenant. Quel puissant motif pour vous inviter, nosseigneurs, à promptement honorer la capitale de votre présence, le vœu d'un roi chéri, qui vous attend, l'honneur & la tranquillité d'une ville qui vous bénit, la nécessité de raffermir, entre la capitale & les provinces, l'union sans laquelle il n'y a point de paix, point de prospérité, point de nation!

Les députés de la commune ont remis ensuite la délibération suivante:

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale
des représentans de la commune, du samedi
10 octobre 1789.*

L'assemblée générale des représentans de la commune, instruite que d'après le vœu annoncé par l'assemblée nationale, qui s'est déclarée inséparable de la personne du roi, cette auguste assemblée est décidée à venir établir ses séances dans la capitale, vivement pénétré de la reconnaissance que lui inspire une résolution qui s'accorde avec un desir qu'elle formoit depuis long-temps, a arrêté qu'il seroit fait une adresse à l'assemblée nationale, contenant l'hommage

de ses respectueuses félicitations sur le parti qu'elle a cru devoir prendre, l'expression de la profonde soumission de tous les habitans de la ville de Paris pour ses décrets, la promesse inviolable de prendre tous les moyens d'assurer la tranquillité & la liberté de ses délibérations, & de garantir l'inviolabilité de la personne de chacun de ses membres.

En conséquence l'assemblée générale des représentans de la commune a nommé MM. Brissot de Varville, Duvaucel, le comte de Morton-de-Chabrillan, le marquis de Saisléval, Molieu, Ravault, Félix & Mulot, qu'elle a chargés de porter à l'assemblée nationale, avec le présent arrêté, l'adresse qu'elle a votée unanimement pour elle, & une copie de celle qu'elle s'est proposée d'envoyer à toutes les provinces du royaume. *Signés*, Blondel, président, Bertolio, secrétaire; Vigée, secrétaire.

M. le vice-président a répondu: messieurs, l'assemblée nationale ne doute point du zèle que mettront toujours les représentans de la commune de Paris, & tous les habitans de cette grande cité à concourir au bien public & à la tranquillité générale; elle reconnoît à votre démarche le patriotisme qui vous a toujours animés, & elle est assurée que vous mettrez tous vos soins à éloigner d'elle tout ce qui pourroit troubler sa liberté, sur laquelle repose la liberté publique.

Séance de Lundi soir.

Le recensement du scrutin a donné trois nouveaux secrétaires, MM. Alexandre de Lameth, le curé de Soupes, & le marquis de Rostaing.

Encore des dons patriotiques, encore des efforts de la part des classes les moins fortunées! Une lettre de M. d'André

prouve que les maîtres tailleurs de Marseille ont donné à l'état six mille quelques cents livres; les soldats du régiment de Bassigny ont envoyé aussi une contribution qui n'excusera que ceux qui calculent l'insuffisance de leur paie, mais qui prouvera le patriotisme dont ce régiment ne cessera de donner des preuves. Des citoyens de Romans ont envoyé des effets & différentes sommes d'argent. Le maire de la ville y a joint douze cents livres pour le quart de son revenu. Un Juif polonois, attaché à la bibliothèque du roi, a donné, pendant sa vie, le quart de sa pension,

M. de Quercin sert également la patrie de ses talens & de sa fortune; « J'acquiesce une dette & ne prétends pas faire un sacrifice, écrit-il, en envoyant une rescription de trois mille livres.

Une actrice célèbre que Paris a long-temps applaudie, & que Voltaire a immortalisée, mademoiselle Clairon, a couronné sa carrière par un acte de patriotisme, en faisant remise à l'état d'une pension de mille livres, *la seule dont elle jouissoit*; elle a envoyé en même temps à l'hôtel des monnoies quatre-vingts-six marcs d'argent *en vaisselle*. M. de Limon, maire de la ville de Pont-l'Evêque a donné un exemple digne d'être imité de tous les seigneurs féodaux; il a écrit à M. le président, qu'il a une seigneurie qui s'étend sur huit paroisses, & qu'il offre d'abandonner *sans rachat ni indemnité* à ses vassaux & censitaires les *droits de lods & ventes, de relief*, & tous autres droits seigneuriaux, si les seigneurs suzerains de qui il relève veulent le traiter de même. M. de Limon offre encore de recevoir le remboursement au denier vingt des rentes seigneuriales qui lui sont dues, & d'en placer le produit à quatre pour cent sur l'état; & qu'à son retour à Paris il fera porter son argenterie à la monnoie.

M. le comte de Castellane a dépeint, avec beaucoup

d'énergie & de sensibilité, les punitions illégales, & les souffrances obscures des citoyens détenus en vertu d'ordres arbitraires, jadis appelés *lettres-de-cachet* ; il a demandé la liberté de ceux qui étoient renfermés sans accusation, & le jugement des accusés.

M. Barrère de Vieuzac, appuyant la motion, a demandé l'abolition des *prisons d'état*, & la suppression des commandemens & gouvernemens de ces bastilles qui dégradent la surface d'un royaume libre. MM. Target, de Clermont-Tonnerre, Boissidarglas, Deschamps, & autres membres, ont développé différentes vues sur cet objet, si digne de l'attention du législateur.

Mais comme toutes ces motions ont été *ajournées*, nous ne rendrons compte du détail des opinions, que lorsque la discussion sera reprise ; ce qui sans doute sera très-prochain.

Séance d'hier.

Après des applaudissemens donnés à M. le comte de Corbieres, député du Languedoc, qui a fait don à l'état d'une année de ses revenus, M. l'abbé demande à offrir de soumettre aux personnes les plus éclairées de l'assemblée une découverte, d'où résulteront les plus grands avantages pour la défense des places fortifiées. On a nommé quatre commissaires pour cet examen.

Un membre a demandé que les réformes sur le contrôle fussent renvoyées au comité des domaines. On a ajourné cette demande.

L'ordre du jour a ramené la grande question de la *propriété des biens du clergé*. M. Lanjuinais a pensé que la motion de M. l'évêque d'Autun étoit une affaire de finance ; qu'il étoit injuste & impolitique de s'en occuper

Dans ce moment. M. l'abbé Maury croyoit que ce n'étoit pas le cas de commencer cette discussion.

M. de Mirabeau a repris sa motion tendante à ce qu'il soit déclaré, 1°. que tous les biens du clergé sont dans la propriété de la nation, à la charge de pourvoir, d'une manière convenable à la décence du culte & de l'entretien de ses ministres; 2°. que nul curé du royaume ne pourra avoir moins de 1200 livres, sans y comprendre le logement convenable.

La première de ces questions est aussi susceptible de débats, que l'autre est évidente & désirée. Les orateurs étoient nombreux; M. de Moulotier a parlé le premier pour soutenir que les biens du clergé n'appartiennent à la nation ni au clergé, sous aucun point de vue. On pense bien qu'après cette première proposition il se demande quels sont les propriétaires? Je réponds, a-t-il dit, que ce sont les établissemens particuliers qui composent l'administration du clergé. C'est par droit de souveraineté que la nation peut s'emparer des établissemens partiels, & non par droit de propriété. Mais elle ne peut le faire que par compensation: mon champ n'appartient à la nation que par souveraineté; mais la nation ne peut en disposer que par droit de propriété.

M. Camus traitoit la question sous d'autres rapports; celui-là est propriétaire d'une chose, disoit-il, qui peut la révéndiquer dans les tribunaux; une personne à qui l'on a donné un fonds sous une condition, n'en est pas moins propriétaire. Le mineur est propriétaire aussi, quoiqu'il ne lui soit pas permis d'aliéner. la religion est dans l'état; mais elle n'existe sans doute dans l'état, que parce qu'il veut la conserver. . . . Relativement aux corps moraux ou politiques, ils ne peuvent exister que du consentement de la nation; mais elle commettrait

une injustice manifeste, si elle vouloit les anéantir sans un jugement préalable. . . . L'état doit veiller sans cesse à ce qu'ils remplissent leurs devoirs. Un corps est propriétaire grevé de ceux qui, par exemple, contribuent à l'éducation publique; on ne peut les anéantir sans injustice; l'état doit veiller à ce que les biens du clergé soient employés à leur destination. . . . Les peuples ont voulu que le culte fût décent & même magnifique dans certains lieux. . . . M. Camus a réfuté ensuite les argumens qu'on pourroit tirer contre le système de propriété, des formalités, des aliénations, des unions & extinctions. Il a cru qu'on ne pouvoit pas agiter de pareilles questions de propriété quand on ne connoit ni l'état du déficit, ni l'état des dépenses fixes, ni celui de la valeur des biens & de leur revenus. Il ne suffit pas de dire que la dette publique sera hypothéquée sur les biens du clergé; il faut des preuves positives pour les créanciers.

Passant à la question de la donation des curés, il trouvoit la motion de M. de Mirabeau incomplète, en ce qu'il étoit possible que le *reliqua* fût faux pour l'acquit de ces dotations, après qu'on auroit doté les chapitres des cathédrales conseil nécessaire des évêques & servant de retraite aux anciens curés, les ordres monastiques utiles & les établissemens réguliers nécessaires. M. Camus croyoit la somme de 1200 liv. insuffisante, & il desiroit de connoître les bases de ces différens calculs. Il concluoit à ce que la motion de M. de Mirabeau fût rejetée ou ajournée jusqu'à ce que le comité ecclésiastique ait donné ses résultats & ses rapports.

M. l'abbé de Rastignac a dit qu'il avoit fait un travail considérable sur cette question; il a proposé de le faire imprimer pour en donner un exemplaire à chaque député si la question étoit ajournée.

M. l'abbé Dillon a dit : les biens ecclésiastiques ont été donnés par les peuples ; il ne perdent jamais leurs droits ; ils ont pu les reprendre ; ils le peuvent encore. Quand même il seroit prouvé que nous en avons la propriété , nous devrions les sacrifier dans ce moment pour combler le gouffre creusé par le despotisme ; mais il faut pour le bien des peuples supprimer les administrateurs , régisseurs & fermiers - généraux. Annoncez ces soulagemens dans la manière de répartir les impôts , & vous serez comblés de bénédictions.

Ici M. le président a annoncé que le roi venoit de sanctionner le décret sur le prêt à terme , le décret sur la procédure criminelle ; que les deux loix étoient à l'expédition , & qu'elles seroient scellées sur le champ ; que le décret de la contribution patriotique est sanctionné aussi , & que M. le garde-des-sceaux s'étant rendu au châtelet pour faire disposer le tribunal pour la publicité des procédures criminelles , n'a pas vu sans émotion la chambre de la question.

Ce nom effrayant fera sans doute proscrire de la langue d'un peuple libre. La question exercée à Rome sur des esclaves ne pouvoit être reproduite que des criminalistes barbares ou des inquisiteurs.

M. l'abbé d'Aimar a fait un long discours pour prouver que le clergé étoit propriétaire , qu'il ne pouvoit être dépossédé de ses biens sans injustice , & que les maux de l'état pouvoient être réparés par le sacrifice de la moitié ou des trois quarts des revenus du clergé , bien mieux que par l'aliénation des propriétés.

M. Barnave , l'abbé Gouttes & l'abbé Maury ont débattu diversement cette question. Nous rendrons compte demain de leurs opinions , & nous y joindrons la discussion qui doit être continuée aujourd'hui.

A V I S.

On souscrit, à Paris, chez Cussac, Libraire, au Palais-Royal, n°. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.